



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 280

Texte de la question

CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Yves Jégo. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre, mais je constate qu'il est absent. (*" Et alors ? " sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Elle s'adressera donc au ministre qui voudra bien me répondre.

Comme beaucoup de Français, nous avons écouté avec attention la conférence de presse du Président de la République. (*Applaudissements ironiques sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous avons compris qu'après six mois vous aviez admis qu'il était temps de diminuer la dépense publique.

Nous avons compris qu'après six mois vous aviez saisi qu'il fallait diminuer le coût du travail en augmentant la TVA. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

Nous avons, hélas, aussi compris que l'année qui vient s'annonce dramatique pour le chômage puisque - je cite les propos du Président de la République - nous allons " connaître une hausse continue du chômage pendant au moins une année ".

Au rythme de 40 000 chômeurs supplémentaires chaque mois, le Président de la République a annoncé hier, lors de sa conférence de presse, que 500 000 Français allaient inexorablement se retrouver au chômage en 2013. Vous avouerez que c'est un bilan plutôt surprenant après six mois d'action ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

C'est un bilan surprenant au regard de ce que vous nous aviez promis, lorsque vous nous avez incités à supprimer la TVA sociale qui devait créer de l'emploi.

M. Jean Glavany. Et vous, quel est votre bilan ?

M. Yves Jégo. C'est un bilan surprenant au regard de ce que vous nous aviez promis lorsque vous avez privé 8 millions de Français des heures supplémentaires et de leurs avantages, soi-disant pour créer de l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

C'est un bilan surprenant face à vos promesses liées à l'adoption par la majorité et l'opposition du traité européen, avec ce soi-disant contrat de croissance de 120 milliards, qui devait lui aussi créer de l'emploi, alors que vous avouez aujourd'hui que l'année 2013 sera une année de chômage.

Il est temps de nous dire quelles mesures vous envisagez pour empêcher l'évolution qu'a annoncée cyniquement hier le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social*. La question que vous posez, monsieur le député, est certainement la plus sérieuse, parce que c'est celle qui préoccupe le plus les Français. D'ailleurs, hier, le Président de la République a dit : " J'ai une priorité, l'emploi et la lutte contre le chômage. " (*Exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

Monsieur Jégo, vous parlez de l'avenir : oui, mais l'avenir dont nous sommes, dont nous serons responsables et dont nous assumons totalement et pleinement la responsabilité. Lutter contre le chômage, inverser sa courbe, permettre que se créent des emplois dans les entreprises tout en menant les politiques qui permettent d'aller au secours des plus en difficulté, des plus éloignés de l'emploi, comme ces 500 000 jeunes sans emploi, sans formation, auxquels nous offrons la possibilité, par les emplois d'avenir, de retrouver précisément un avenir.

Vous nous demandez d'être plus efficaces pour l'avenir. Puis-je me permettre de rappeler qu'au cours des cinq dernières années, ce sont un million de chômeurs supplémentaires qui ont été " produits " par votre propre politique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

Si j'avais un conseil à donner, et vous pouvez, monsieur Jégo, nous renvoyer ce conseil, c'est celui de la modestie à ce sujet (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes UDI et UMP*), et de la recherche de l'efficacité. Regarder la vérité en face, comme l'a fait hier le Président de la République, c'est s'obliger, nous obliger, nous, ministres, vous la majorité, mais peut-être aussi au-delà, à prendre les bonnes mesures, comme nous avons commencé à le faire : les emplois d'avenir, le contrat de génération, la réforme du marché du travail, le pacte de productivité et de compétitivité pour que se créent des emplois dans les entreprises. Toute notre politique est en faveur de l'emploi et, là où vous avez échoué, nous réussissons ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Jégo](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 280

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [15 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 novembre 2012](#)